

menaçante – il continue de se déployer, déjà plus de trois décennies après l'effondrement définitif du bloc communiste et face à une Russie exsangue. Contrairement à son prédécesseur qui comptait casser l'OTAN au profit de deux ou trois alliances bilatérales (sans doute avec la Pologne et la République tchèque), initiative qui aurait contraint les Européens à se repenser stratégiquement en profondeur, le nouveau président américain maintient l'Alliance atlantique, permettant à ses plus ardents promoteurs en Allemagne, au Benelux, en Italie et ailleurs de (souffler, ayant senti passer le vent du boulet et de) s'inscrire plus que jamais dans son giron, rejetant par là même toute alternative européenne, au grand dam de la France. Dans cette hypothèse vraisemblable, l'Europe se (re)centre et se replie sur sa dimension strictement économique originelle, s'interdit de jouer un rôle d'acteur de puissance autonome de l'allié (mais aussi concurrent) américain – notamment face à la Russie, la Turquie et de futures puissances émergentes – et risque le dépeçage par la Chine à travers ses investissements industriels et infrastructurels extrêmement judicieux. À moyen terme, c'est le déclassement qui menace devant les grands titans étatiques présents et futurs.

La troisième possibilité, complexe à mettre en œuvre car novatrice mais offrant nombre d'avantages, se présente sous la forme d'une Europe non pas « à deux vitesses » (sous-entendu « économiques » dans les années 1980-1990), mais à deux moyens stratégiques. C'est-à-dire que ceux parmi les membres de l'UE souhaitant assumer l'exercice et les coûts de la puissance globale au nom de l'Europe s'agrègeraient à la France et au Royaume-Uni – noyau difficilement contournable –, les autres se « contentant » de n'assumer qu'un rôle économique classique, libres à eux de contribuer ou pas au financement des investissements ou des opérations militaires des premiers. Ni rupture dramatique avec l'allié américain, ni désagrégation, ni fusion... Baroque ? Après tout, la France sortit du commandement intégré de l'OTAN en 1966 (pour le réintégrer en septembre 2007) sans que cela ne fracasse l'Alliance atlantique ni même la relation bilatérale franco-américaine. En outre, en dépit de sa « timidité » militaire notoire, l'Allemagne fait partie intégrante de l'alliance et ne compte en aucun cas s'en retrancher, même partiellement. Et que dire de la Turquie dont les agissements depuis les années 2010 ne s'inscrivent plus du tout en conformité avec la lettre ni l'esprit de l'OTAN, et qui pourtant n'en fut point chassée ?

Trois hypothèses

Que faire alors ? Trois possibilités géopolitiques s'offrent aux dirigeants et aux peuples européens.

La première est celle de l'unification politique. L'UE parvient à se doter rapidement d'un socle de représentations identitaires, forte d'un adversaire plus ou moins commun (toute nation ne se construit-elle pas face à des rivaux ?), et avance à marche forcée vers une forme de fédéralisation. L'étape suivante consiste en l'établissement d'objectifs partagés servis par des stratégies communes, impliquant sur le plan diplomatique et militaire non seulement solidarité mais mutualisation. Même si trois parmi les plus puissantes personnalités européennes, Ursula von der Leyen, Emmanuel Macron et Olaf Scholz, sont en 2022 favorables à une perspective, sinon de cet ordre, du moins dans cet esprit, ce n'est pas l'hypothèse la plus crédible. Au plan sociétal, le groupe de Visegrád (République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Pologne) défend le concept de « démocratie illibérale » et voue aux gémonies certains collectifs (« genrés »), et ses rapports à l'islam et/ou à l'immigration divergent de plus en plus profondément de ceux entretenus à l'ouest. Sur les autres niveaux, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie achètent des chasseurs-bombardiers F15 et non des Typhoon, des Gripen ni des Rafale, Polonais et Baltes ne jurent que par Washington et s'opposent frontalement et constamment à la Russie sur toute question. L'UE s'éparpille quasi systématiquement dans le dossier israélo-palestinien sur les trois votes possibles, et la solidarité sur les fronts écologique (charbon allemand et polonais, agriculture danoise, nucléaire français...), migratoire (cf. la vague de 2015), budgétaire (nord contre sud) ou encore antiterroriste (la France seule au Mali) laisse franchement à désirer. On ajoutera que si les rivalités mémorielles entre Européens se sont grandement apaisées au terme du xx^e siècle, le problème linguistique demeurera entier car ni l'anglais (surtout après le Brexit), ni le français ni l'allemand ne feront à notre avis jamais l'unanimité en tant que langue européenne commune.

La deuxième perspective se profile bien plus sûrement, servie par l'élection à Washington de Joe Biden : le maintien de l'UE sous le « parapluie » américain, dont on peut légitimement se demander contre quelle intempérie – clairement, contre quelle puissance